

Initiatives ministérielles

Le même rapport fait également état d'agissements troublants de membres de personnels politiques, qui ont démontré un intérêt beaucoup trop marqué pour la transaction, et qui n'avait rien de commun avec la réalité telle qu'on la connaît habituellement. Toujours à la page 9, monsieur le Président.

Et malgré la controverse, malgré que le gouvernement a déjà annoncé la fin du contrat, celui-ci continue de s'entêter à garder secret le contrat en question.

On peut se demander pourquoi. Est-ce qu'il y a des choses à cacher? Est-ce que c'est le syndrome de Ginn Publishers? Parce que là aussi, on nous cache le contrat. Est-ce que ce sont ces contrats de publicité alloués, entre autres, par le ministre des Opérations gouvernementales, contrats que l'on accorde sans réelle soumission, sans paramètres expliqués, à la discrétion du ministre?

Des contrats qui, plus que souvent, réalise-t-on, sont accordés à des amis du régime, des gens qui ont peut-être leur carte du Club Laurier. C'est bizarre qu'on n'ait pas plus de transparence, qu'il n'y ait même pas de paramètres.

Au Parlement de Québec, si des contrats étaient accordés de cette façon, ça ferait tout un scandale. On est loin des «culottes à Vautrin» du temps de Duplessis. On ne parle pas d'une paire de culottes, on parle d'un aéroport, monsieur le Président.

Contrat, donc, qui a été accordé, également, sans étude financière préalable. Un contrat de centaines de millions de dollars sans étude. On peut se demander pourquoi, c'est un contrat de 57 ans et Robert Nixon conclut à la page 8 de son rapport qu'une telle procédure est fort peu habituelle. On l'espère, tout au moins. S'il fallait que ça soit habituel qu'on accorde des contrats de 57 ans de plusieurs centaines de millions sans étude financière préalable, il y aurait de quoi s'inquiéter.

● (1715)

On peut se poser la question, cependant, et ce n'est pas nécessairement une première non plus, à savoir qu'au niveau du projet Hibernia, qu'on revoit actuellement, il n'y a pas eu d'étude financière très solide là-dessus. On doit réinjecter un milliard de dollars dans le plus gros contrat de toute l'histoire du Canada, privé-public, et on n'a pas fait d'étude très solide. Aujourd'hui, on nous demande d'en réinjecter un milliard, comme ça, les yeux fermés. Donc, il n'y a pas d'étude financière préalable pour l'aéroport Pearson.

Faut-il rappeler également que le gouvernement conservateur a signé le contrat dans les derniers milles d'une campagne électorale. C'est un geste antidémocratique, dénoncé d'ailleurs par nos amis d'en face. M. Chrétien en a fait ses choux gras en dénonçant l'antidémocratie qui niait la suprématie du Parlement, parce que ce dernier, bien sûr, est lié par les engagements de ses prédécesseurs. Encore est-il, qu'il y a moyen d'y mettre fin. Il y a moyen d'y mettre fin quand la réalité nous l'impose. C'était le cas des hélicoptères. On a agi, mais cette fois avec plus de

transparence. C'était au Québec, et peut-être y avait-il moins d'amis du régime; mais à Toronto, c'est différent.

D'ailleurs, les promoteurs privés ne pouvaient prétendre ignorer que le gouvernement, que les libéraux, avaient d'excellentes chances de former le prochain gouvernement. C'est pour cela que le consortium T1 T2 Partnership, eh bien, c'est bleu et c'est rouge, et c'est rouge et c'est bleu. Les lobbyistes, tout le monde le sait, n'ont pas parmi leur cabinet seulement que des bleus. Il faut des rouges au cas où ça change. Ils se préparent bien aux changements. Ces gens sont des habitués du pouvoir. Les couleurs changent, les idées restent les mêmes.

À ce moment-là, donc les lobbyistes savaient que les libéraux prendraient le pouvoir, savaient qu'il y avait un risque à signer un tel contrat. Ils ont décidé de le prendre. C'est la loi du marché. Ce sont des gens d'affaires, des gens sérieux qui nous répètent sans cesse qu'une des règles de la libre concurrence, c'est qu'il faut oser, il ne faut pas avoir peur, il faut savoir prendre des risques. Ils demandent à l'État de rembourser les risques qu'ils ont pris. Ils se sont trompés, les pauvres! Il faut les rembourser. Ce sont les mêmes gens qui habituellement dénoncent les chômeurs, dénoncent les assistés sociaux. Mais Pearson, c'est du BS de luxe, monsieur le Président.

Lorsque les conservateurs ont donné le contrat, ils se sont aperçus d'une chose. M^{me} Campbell et M. Charest ne pensaient pas sérieusement conserver le pouvoir. Ça, ils le savaient. Mais tomber à deux députés, ça, ils l'ignoraient.

Le président suppléant (M. Kilger): Je veux m'assurer que nous comprenions bien que selon la tradition de cette Chambre, on utilise le nom du comté pour désigner les collègues, quand nous siégeons à la Chambre. Je voulais porter cela à l'attention du député.

M. Duceppe: Je vous remercie, monsieur le Président. Donc, le député de Sherbrooke et M^{me} Campbell—et ici, je dois la nommer puisqu'elle n'a plus de comté—ne se doutaient pas qu'il ne resterait que deux députés.

Or, ces gens se sont dit: «Avant de partir, avant de quitter la Chambre, avant de quitter les caisses de l'État, on va s'assurer que nos amis n'aient pas investi pour rien.» Les noms que l'on retrouve dans l'histoire de Pearson n'ont pas investi que dans Pearson. Ce sont des gens qui investissent à tous les quatre ans au moins, à chaque année même, chez les rouges et chez les bleus, chez les bleus et chez les rouges. Dépendant de qui aura le pouvoir, ils investissent plus d'un côté que de l'autre. J'imagine que c'est plus chez les libéraux qui sont 177 que les deux conservateurs, bien que les deux conservateurs, *per capita*, doivent avoir plus que les 177 libéraux.

M. Nixon nous dit un peu plus loin dans son rapport, et je vais terminer là-dessus car mes 10 minutes sont presque expirées: «Mon examen m'a mené à une seule conclusion: valider un contrat inadéquat comme celui-là, qui a été conclu de façon si irrégulière et possiblement après manipulations politiques, c'est inacceptable.»